



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des sécurités
Pôle des sécurités publiques**

**Arrêté n° PREF/CAB/2023-0675
portant renouvellement d'utiliser des explosifs dès réception
en faveur de la société TECHMINE
sur la carrière TRMC-Courterolles sur la commune de Guillon-en-Terre-Pleine**

Le préfet de l'Yonne,

VU le Code de la défense ;

VU le décret n° 92-1164 du 22 octobre 1992 complétant le règlement général des industries extractives institué par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 16 mars 2022, nommant Monsieur Pascal JAN, préfet de l'Yonne ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif au contrôle de l'emploi des produits explosifs en vue d'éviter qu'ils ne soient détournés de leur utilisation normale, notamment ses articles 2 à 4 ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs ;

VU l'arrêté interministériel du 12 mars 1993 pris pour l'application des articles 22 et 23 du décret n° 90-153 du 16 février 1990 précité ;

VU l'arrêté préfectoral N°PREF/SAPPIE/BCAAT/2023-0377 du 31 août 2023 donnant délégation de signature à Madame Clémence CHOUTET, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de l'Yonne ;

VU l'arrêté du 30 septembre 2022 portant prise en charge par voie de détachement et affectation à la préfecture de l'Yonne de Monsieur Christophe GALET ;

VU la demande d'autorisation d'utilisation de produits explosifs dès réception datée du 10 juillet 2023 par Monsieur Michel REY, directeur de la société TECHMINE ;

VU la demande de certificat d'acquisition en date du 5 juillet 2023 sollicitée par la société TECHMINE, et la liste des personnes physiques responsables sur le lieu d'emploi des produits explosifs ;

VU les habilitations dont sont titulaires Messieurs Michel REY, Stéphane LASSEMBLEE, Gokou SOKOURY, Kévin GRAPPIN, Gauthier GREGOIRE, Cheaïb BOULEMNAKHER, Nicolas PAGE et Arthur KADIO ;

VU l'acceptation de reprise en consignation émise par la société MAXAM pour la société TEHMINE ;

VU l'avis favorable du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté, Unité Départementale Nièvre/Yonne, Subdivision Environnement en date du 13 octobre 2023 ;

VU l'avis favorable du groupement de gendarmerie de l'Yonne le 29 août 2023 ;

CONSIDERANT que l'utilisation d'explosifs est nécessaire pour permettre à M. Michel REY, directeur, de la société TECHMINE, de procéder à la remise en état de la carrière TRMC (talutage de ses fronts) ;

Sur proposition de Madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de l'Yonne ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : l'autorisation d'utiliser des explosifs dès réception est accordée à Monsieur Michel REY, directeur de la société TECHMINE 1 rue Sutil 89000 Auxerre pour l'exploitation de la carrière TRMC-Courterolles située sur la commune **Guillon-en-Terre-Pleine (89420) pour une durée d'une semaine à compter de la date du présent arrêté.**

Article 2 : Le responsable de la garde, de la mise en œuvre et de l'utilisation de produits au titre de la présente autorisation sera la personne physique visée à l'article 1^{er} Monsieur Michel REY ou à défaut, Messieurs Stéphane LASSEMBLEE, Gokou SOKOURY, Kévin GRAPPIN, Gauthier GREGOIRE, Cheaïb BOULEMNAKHER, Nicolas PAGE et Arthur KADIO ;

La présente autorisation n'est valable que d'autant que ces personnes nommément désignées assumeront cette responsabilité. Toute nouvelle désignation impliquera qu'une nouvelle demande d'autorisation soit déposée.

Article 3 : Les quantités maximales de produits explosifs que le bénéficiaire est autorisé à utiliser à réception et à chaque expédition sont fixées à :

Explosifs de classe 1.1.D :	2000 kg
Quantité maximale annuelle :	8000 kg
Détonateurs :	200 unités
Cordeau détonant :	500 ml

Article 4 : Les produits explosifs seront transportés sur le lieu d'emploi par le fournisseur ou le pétitionnaire ou un transporteur dûment autorisé à cette fin.

La non-observation de cette obligation par le responsable ou le préposé est sanctionnée par les peines prévues par le Code de la défense.

Article 11: La présente autorisation peut être retirée à tout moment sans mise en demeure ni préavis en application de l'article 12 du décret n° 81-972 du 21 octobre 1981.

Article 12: Les produits explosifs visés à l'article 3 devront être utilisés conformément aux conditions stipulées par la demande d'autorisation et ses annexes.

L'emploi de ces produits sera en outre subordonné au respect des dispositions fixées par les consignes d'exploitation élaborées à cet effet.

Fait à Auxerre, le 17 OCT. 2023

Pour la sous-préfète,
La directrice de cabinet,
Le directeur des sécurités,



Christophe GALET

Madame la sous-préfète, directrice de cabinet, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne-Franche-Comté, Unité Départementale Nièvre/Yonne, Subdivision Environnement à Auxerre et le commandant du groupement de gendarmerie de l'Yonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressé à :

- M. le préfet de l'Yonne ;
- M. le maire de Guillon-en-Terre-Pleine ;
- M. le receveur des douanes et droits indirects à Auxerre ;
- M. l'Inspecteur technique de l'armement, des poudres et explosifs, 8 boulevard Victor, 00303 ARMEES ;
- L'Unité Interdépartementale Nièvre/Yonne – DREAL Bourgogne-Franche-Comté ;
- M. Michel REY, Directeur de la société TECHMINE ;

Chaque transport donnera lieu à un titre d'accompagnement et sera effectué au moyen de véhicules répondant aux prescriptions réglementaires.

Article 5 : Le transport des produits explosifs depuis le lieu de réception jusqu'au lieu d'utilisation sera effectué par le bénéficiaire dans les conditions fixées au 2^e alinéa de l'article 4 ci-dessus.

Article 6 : Les produits explosifs devront être utilisés dans les vingt-quatre heures qui suivent la livraison. Depuis leur prise en charge jusqu'à leur emploi effectif, y compris pendant leur stockage éventuel à proximité du chantier d'utilisation en attente d'emploi, le bénéficiaire sera responsable des mesures à prendre pour garantir la sécurité, la bonne conservation des produits et leur protection contre le vol. Il veillera notamment à ce qu'un gardiennage soit assuré en permanence.

Article 7 : Dans le cas où tous les produits explosifs livrés n'auraient pas été consommés dans les vingt-quatre heures, les produits non utilisés devront au terme de ce délai être acheminé par véhicules routiers, aux mêmes conditions administratives qu'à l'aller.

Selon le cas ils devront :

- soit être ramenés au dépôt du fournisseur ;
- soit être placés dans le dépôt permanent exploité par le bénéficiaire de l'autorisation sous réserve que ne soit pas dépassée la quantité maximale autorisée par l'arrêté préfectoral.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, cet acheminement s'avère impossible, le bénéficiaire devra en aviser immédiatement les services de police ou de gendarmerie et prendre toutes mesures utiles pour assurer la protection des produits explosifs contre tout détournement. L'emploi, la destruction ou la mise en dépôt des produits ainsi conservés devra intervenir dans les trois jours.

Article 8 : La présente autorisation d'utilisation de produits explosifs dès réception vaut habilitation pour les personnes physiques désignées à l'article 2 du présent arrêté, lorsque celles-ci mettront en œuvre elles-mêmes les produits explosifs détenus à ce titre, ou exerceront une surveillance directe sur cette mise en œuvre. Si elles ne s'acquittent pas elles-mêmes de ces tâches, les personnes qui en seront chargées devront être habilitées à l'emploi des produits explosifs.

Article 9 : Le bénéficiaire devra tenir un registre de réception et de consommation des produits explosifs. Y sont précisés :

- le ou les fournisseur-s ;
- l'origine des envois ;
- leurs modalités ;
- l'usage auquel les explosifs sont destinés ;
- les renseignements utiles en matière d'identification ;
- les quantités maximales à utiliser dans une même journée ;
- les modalités de conservation et de protection permanente entre le moment de la réception et celui de l'utilisation ;
- les mesures prévues pour assurer dans les délais convenables le transport et la conservation dans un dépôt des explosifs non utilisés ou leur restitution au fournisseur avec l'accord de celui-ci.

Ce registre sera présenté à toute requête de l'autorité administrative.

Article 10 : La perte, le vol et plus généralement la disparition, quelle qu'en soit la cause effective ou supposée, de produits explosifs doivent être déclarés dans les vingt-quatre heures à la gendarmerie ou aux services de police.